

L'ÉTAT, FOURNISSEUR DU MARCHÉ NOIR DES DEVISES...

Le titre n'a rien, hélas, de démagogique et voici comment se passe l'affaire. Les exportateurs français doivent déclarer leur prix de revient à l'étranger et verser les devises reçues contre remise par l'État d'une somme correspondante en francs. Or, [environ cinq mots illisibles] constituer une réserve de devises, en sous-estimant, frauduleusement le montant des sommes étrangères reçues. Ceci n'est pas mal, évidemment, mais il y a mieux.

Les industriels ou négociants de la réexportation reçoivent naturellement des devises étrangères de la part du gouvernement français pour acheter les marchandises en provenance de l'étranger, en vue de les transformer et de les réexpédier, soit au pays d'origine, soit, le plus souvent, à une autre nation. Ceci est logique, mais ce qui l'est moins c'est que les services compétents se désintéressent totalement de la bonne foi ou de la capacité réelle de réexportation des industriels qui ont profité des autorisations d'achat de devises. Inutile de dire que, si certains négociants restent dans une probité commerciale toute à leur honneur, d'autres, et nombreux, «se sucrent» d'autant plus que le contrôle, s'il existait, ce qui n'est pas le cas, serait fort malaisé puisqu'il s'écoule un délai de six mois ou un an entre le moment d'achat à l'État des devises et la réexportation des marchandises travaillées.

Vous voyez donc que nous n'exagérons rien lorsque nous écrivons que notre gouvernement alimente le marché noir des devises. Ce fait, en réalité, s'il se limitait à cela, nous laisseraient assez froids. Nous ne sommes pas, mais pas du tout, en contemplation devant le Veau d'Or et ce joli métal ne nous intéresse vraiment qu'en tant que matériau inoxydable, indispensable dans certains cas, tel que prothèse dentaire et autres. Mais il existe une folle, une criminelle politique d'exportation qui fait et prévoit une pénurie artificielle de produits indispensables par leur vente à l'étranger. Actuellement, vêtements de toutes sortes, automobiles, produits mécaniques et même produits alimentaires, toutes ces marchandises, que nous ne pouvons avoir que par tickets ou bons d'achats et qui nous sont nécessaires, dont la raréfaction artificielle crée un danger mortel pour la race par la médiocre qualité physique des jeunes générations qui en sont le plus durement touchées, toutes ces denrées et matières, disons nous, sont vendues à l'étranger pour la folle satisfaction de recevoir ces affolantes devises. Et de cet or, drainé par des mains avides, une partie serait légalement, officiellement retenue par des aigrefins sans scrupules, favorisés par un incapable et insoucieux gouvernement ? Ici nous nous insurgons et contre le désordre, la gabegie et le gaspillage capitaliste, nous convions le peuple à jeter bas sans retard, ce régime de boue, pour instaurer l'ordre, le sens rationnel et l'économie qui, nous prétendons hautement sont l'apanage exclusif de l'Anarchie.